



Châteauroux, le 24 MAI 2012

**Louis Pinton**  
*Président du Conseil général*  
*Sénateur de l'Indre*

*Objet : Consultation publique sur la mise en œuvre de l'obligation  
de complétude des réseaux FTTH mutualisés pour habitat isolé.*

Monsieur le Président,

C'est avec la plus grande attention que j'ai pris connaissance du lancement de la consultation publique citée en référence.

En effet, le déploiement du Très Haut Débit et notamment des réseaux FTTH, constitue un enjeu majeur pour les années à venir et ceci tout spécialement pour les territoires ruraux qui connaissent une faible densité de population.

Par sa décision n°2009-1106 du 22 décembre 2009 et sa décision n°2010-1312 du 14 décembre 2010, l'ARCEP s'est efforcée de définir un cadre de déploiement du FTTH. Toutefois, ces deux décisions laissent place à des interrogations et sont sources de difficultés pour le déploiement du FTTH dans les zones rurales, comme en atteste d'ailleurs la présente consultation.

En effet, les deux décisions précitées distinguent deux catégories de zones : les zones très denses et les zones moins denses et ceci sans règle spécifique pour les zones rurales pour lesquelles la définition de « zone moins dense » apparaît insuffisante. Or, les problématiques du déploiement d'un réseau FTTH sont totalement différentes, selon qu'il s'agit de couvrir une commune de 10.000 habitants à habitat regroupé, ou une commune de 1.000 habitants à habitat dispersé. Il convient, par ailleurs, de tenir compte de la diversité des équipements existants. Certaines zones sont équipées de peu de NRA auxquels sont reliées de nombreuses lignes, alors que dans d'autres zones, souvent rurales, il existe une multitude de NRA qui regroupent peu de lignes. Cette dernière architecture a pu être favorable au haut débit mais elle peut s'avérer aujourd'hui pénalisante au regard des règles relatives aux points de mutualisation.

Ces situations rendent difficiles la localisation des points de mutualisation de 1.000 lignes ou de 300 lignes avec une offre de raccordement distant dans des zones qui sont et resteront délaissées par les opérateurs privés. Si on ajoute à cela l'exigence de complétude des déploiements, qui va nécessiter la mise en place de plusieurs dizaines de kilomètres de fibres pour aller desservir les habitats et activités (par exemple agricoles) isolés, cela risque d'empêcher l'arrivée de la fibre optique dans les zones rurales.

.../...

**Monsieur Jean-Ludovic SILICANI**  
**Président de l'ARCEP**  
**7, Square Max Hymans**  
**75 730 – PARIS CEDEX 15**

En effet, les coûts engendrés par l'application de ces principes ne seront pas supportables par les collectivités locales des zones rurales qui, en général, disposent de capacités financières faibles. Les coûts à la ligne seront alors disproportionnés et impacteront très fortement «l'équilibre» économique global (coûts investissement et fonctionnement, recettes, service rendu ...) des opérations.

S'il est bien sûr nécessaire de veiller aux enjeux concurrentiels, il paraît aussi indispensable de prendre en considération les besoins liés à l'aménagement du territoire. Dans les zones à très faible densité de population, la problématique ne paraît pas être de maintenir une animation concurrentielle entre les opérateurs, mais plutôt de trouver au moins un opérateur qui activera un réseau dont la rentabilité sera faible. C'est ce que l'on peut craindre pour le département de l'Indre dont les caractéristiques sont les suivantes :

- La zone AMI représente 15 communes, soit 6,07 % des communes de l'Indre alors qu'elle regroupe près de 32 % des lignes,
- Les communes de plus de 1.000 lignes, hors zone AMI, représentent 5,26 % des communes et regroupent près de 24 % des lignes,
- Les communes qui comptent entre 300 et 1.000 lignes représentent 24 % des communes et regroupent 24 % des lignes,
- Les communes comptant moins de 300 lignes représentent près de 65 % des communes de l'Indre et 20 % des lignes,
- Sur les 164 NRA, seuls 7 sont dégroupés aujourd'hui soit un taux de 4,2 % de dégroupage pour environ 119.000 lignes téléphoniques et 232.000 habitants.

Aussi, la consultation publique lancée sur le thème de la « *Mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux FTTH mutualisés pour l'habitat isolé* » est au cœur de nos préoccupations. Vous trouverez donc ci après l'état de nos réflexions sur les questions posées.

### **Question 1 : Principe d'une application des règles de complétude des déploiements FTTH**

Les principales difficultés que nous rencontrons sur cette question concernent en fait la définition de la maille adaptée au déploiement du FTTH. Le projet acté dans le SDTAN de l'Indre concerne plusieurs communes de moins de 1.000 lignes et inévitablement, quel que soit le seuil du PM, il existe des poches d'habitats isolés de moins de 300 lignes voire de quelques lignes pour lesquelles l'application de la règle de complétude semble sans solution économique viable quel que soit l'horizon du déploiement. La règle conduit alors à nier le développement des autres technologies et à confondre la nature du service apporté avec le type de support. En effet, les nouveaux réseaux satellitaires ou de téléphonie mobile fourniront probablement à moyen terme l'essentiel des services Très Haut Débit sans pour cela solliciter financièrement les collectivités.

## **Question 2 : Définition de l'habitat isolé**

Les trois définitions proposées permettent de prendre en compte toutes les situations géographiques existantes sur un territoire. Elles devraient donc pouvoir être utilisées alternativement en fonction de la situation géographique rencontrée sur le terrain lors du déploiement d'un point de mutualisation. En effet, la problématique de fond étant essentiellement financière, il paraît indispensable de disposer de plusieurs définitions de l'habitat isolé puisque le coût de raccordement de ces zones variera très sensiblement selon la présence ou l'absence d'infrastructures idoines existantes, de la densité d'habitations à desservir et de la distance les séparant du point de mutualisation. Une seule et unique définition de l'habitat isolé aurait pour effet de dissuader tout déploiement de la fibre optique dans les zones rurales non rentables. Les réalités de terrain doivent pouvoir être prise en compte.

## **Question 3 : Echelonnement des obligations de déploiement**

L'échelonnement peut effectivement éviter, à court terme, aux opérateurs de point de mutualisation des charges qui pourraient s'avérer dissuasives. Cependant, il ne fait que retarder des investissements non rentables sur des opérations en zone non dense qui auront beaucoup de difficultés à trouver un plan de financement initial et un équilibre d'exploitation et qui, en fin de compte, apparaissent peu réalisables.

## **Question 4 : Suggestions**

Afin de ne pas dissuader les initiatives de déploiement du FTTH en zone rurale, le principe de complétude ne doit pas s'appliquer à l'habitat isolé, les technologies hertziennes devant permettre d'assurer la complétude de la couverture en très haut débit.

Je tenais à vous faire part de ces quelques réflexions.

Dans l'attente du résultat de cette consultation, je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma considération distinguée.



Louis PINTON